Les mesures destinées à redresser l'enfance délinquante au Québec : le cas de l'Institut Saint-Antoine pour garçons (1873-1910)

Sylvie Ménard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/933>

DOI : 10.4000/rhei.933

ISBN : 978-2-7535-1643-4

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2003

Pagination : 85-105

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Sylvie Ménard, « Les mesures destinées à redresser l'enfance délinquante au Québec : le cas de l'Institut Saint-Antoine pour garçons (1873-1910) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 02 juin 2007, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/933> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.933>

Les mesures destinées à redresser l'enfance délinquante au Québec : le cas de l'institut Saint-Antoine pour garçons (1873-1910)

**Sylvie
Ménard⁽¹⁾**

Au cours du XIX^e siècle, un mouvement menant vers la protection de l'enfance délinquante et en danger émerge dans plusieurs sociétés occidentales.⁽²⁾ C'est dans ce contexte qu'apparaissent les premières institutions destinées aux mineurs dont on estime qu'ils ont besoin de protection. L'établissement de quartiers spéciaux dans les prisons entraîne en effet une première spécification de l'enfance⁽³⁾ dès le début du XIX^e siècle, au moment où l'incarcération se généralise et prend une expansion sans précédent en Europe et en Amérique du Nord. Des institutions séparées et spécialement conçues pour les mineurs, comme les prisons pour les jeunes condamnés de la Petite Roquette en France et de Parkurst en Angleterre, ou encore les maisons de refuge pour les jeunes en difficulté de New York, Boston et Philadelphie aux États-Unis,⁽⁴⁾ sont ensuite créées.

Cette première spécification de l'enfance révèle une préoccupation nouvelle face aux effets de l'industrialisation et surtout de l'urbanisation brutale sur les jeunes.⁽⁵⁾ Le problème social de l'enfance pousse alors les élites des sociétés capitalistes à développer des mesures de réforme (ou de contrôle) à l'égard de cette catégorie de population. Dans ce contexte, les premiers établissements réservés aux mineurs sont rapidement critiqués, parce qu'ils ne sont que des répliques des établissements pour adultes. Dès le milieu du XIX^e siècle, on en vient à vouloir établir des institutions dont l'objectif ne serait plus de punir les jeunes, mais plutôt de les réformer. Le caractère malléable de cette clientèle suscite alors des espérances quant aux possibilités de son redressement.

L'intention est d'interner les jeunes de manière préventive dès que se manifestent les premiers symptômes de déviance, et ce pour des périodes

(1) Au moment de la préparation de l'article, l'auteure était rattachée au département de Criminologie de l'université d'Ottawa et au Centre d'histoire des régulations sociales du département d'Histoire de l'université du Québec à Montréal. Elle a pu rédiger cet article grâce à une subvention postdoctorale provenant du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. L'article s'inspire en partie de sa thèse de doctorat qui exploitait pour la première fois une des banques de données constituées par le Centre d'histoire des régulations sociales et le Centre international de criminologie compa-

rée de l'université de Montréal sur l'émergence et l'évolution historique de l'enfermement à Montréal entre les années 1836 et 1913. Ces banques de données ont été constituées grâce à des subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du fonds FCAR du gouvernement du Québec.

(2) Pour un aperçu de ce phénomène, voir Marie-Sylvie Dupont-Bouchat et Éric Pierre, [dir.], *Enfance et justice au XIX^{ème} siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance, 1820-1914*, Paris, PUF, 2001, 443 p.

(3) Ce phénomène s'observe surtout en France. Voir notamment, à ce sujet, Béatrice Cabayé-Sabathé, « L'enfant et la prison au XIX^{ème} siècle, l'exemple toulousain », *Annales du*

Midi, vol. 99, 1987, p. 193.

(4) Voir Steven L. Schlossman, *Love and the American Delinquent : the Theory and Practice of "Progressive" Juvenile Justice, 1825-1920*, Chicago University Press, 1977, p. 18-32.

(5) Sur ce point, voir notamment Michael B. Katz, J. Doucet et Mark Stern, *The Social Organisation of Early Industrial Capitalism*, Cambridge, Harvard University Press, 444 p. ; Anthony Platt, *The Child Savers : The Invention of Delinquency*, 2^{ème} éd., Chicago, University of Chicago, 1977, 240 p. ; David J. Rothman, *The Discovery of Asylum : Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston, Little Brown & Co., 1971, 376 p.

(6) Jean-Marie Fecteau, Jean Trépanier, Sylvie

assez longues pour qu'ils puissent être réformés. La mise sur pied de tels établissements exige donc une rupture avec le droit pénal classique qui prévoit des peines d'enfermement proportionnelles à la gravité de l'infraction. Les nouvelles institutions pour mineurs sont censées servir de foyer de remplacement pour les jeunes dont elles ont la charge. L'État peut, de cette façon, justifier sa prise en charge de tous les jeunes estimés en danger, même de ceux qui n'ont pas commis d'actes passibles de sanctions punitives.

C'est ainsi que la mise sur pied d'institutions spécialisées dans la réforme des jeunes délinquants ou en danger donne à l'État l'occasion de modifier le statut légal des mineurs, afin de les prendre en charge lorsque l'autorité parentale est estimée inapte.⁽⁷⁾ En fait, plus l'institutionnalisation spécialisée pour les jeunes se développe, plus l'adoption de mesures qui étendent le pouvoir de contrainte auprès des mineurs devient la norme.⁽⁸⁾ Les années 1860-1870 sont marquées par la multiplication et la diversification des établissements en fonction des populations concernées.⁽⁹⁾ Cependant, on assiste, parallèlement à ce phénomène, à la montée d'autres mouvements qui remettent en question la place centrale de l'institutionnalisation dans la réforme des jeunes. On pense à des solutions de rechange qui permettraient d'étendre le pouvoir de contrainte de l'État et de ses mandataires à l'endroit des mineurs et, éventuellement, de leur famille.

Dans quelle mesure trouve-t-on une évolution similaire au Canada et au Québec ? Le Canada s'engage en fait un peu plus tardivement que d'autres pays dans la création d'institutions spécialisées. Même si la séparation des jeunes criminels et des adultes est pré-

sente dans les débats des parlementaires dès 1840,⁽¹⁰⁾ il faut attendre 1857 pour que l'Assemblée sanctionne par une loi⁽¹¹⁾ l'établissement de prisons de réforme destinées aux jeunes délinquants de vingt et un ans au plus.

Les conditions d'ouverture de la première prison de réforme bascanadienne témoignent d'une certaine difficulté à appliquer la loi de 1857. L'emplacement de l'Île-aux-Noix, non loin de Montréal, s'avère rapidement inadéquat en raison de ses bâtiments vétustes, de ses sols infertiles et de la proximité des frontières américaines qui facilite les évactions. Malgré le déménagement à Saint-Vincent-de-Paul, en 1860, d'importants problèmes subsistent. Les rapports des inspecteurs soulignent rapidement que l'institution fonctionne comme un pénitencier ou une prison plutôt que comme un foyer de remplacement pour les jeunes. La prison de réforme est également peuplée de criminels âgés et endurcis dans le crime. Bref, l'institution est l'objet de critiques semblables à celles qui visaient les premières prisons pour enfants.

Le gouvernement québécois tentera de remédier à cette situation lorsqu'il deviendra, à la suite de l'établissement de la fédération canadienne de 1867, responsable des institutions pénales à l'exception des pénitenciers. Les lois de 1869⁽¹²⁾ établissant les écoles de réforme et d'industrie changent ainsi l'orientation de la première politique canadienne de l'enfance délinquante. La loi établissant les écoles d'industrie définit les critères permettant la prise en charge des enfants estimés en danger et la loi établissant les écoles de réforme se veut une réponse aux critiques qui étaient formulées contre l'enfermement des jeunes délinquants à la prison de réforme. Les législateurs québécois tentent de remédier au caractère pénal de cette institution en la remplaçant par des écoles de réforme. Ces institutions devraient accueillir une clientèle plus jeune (seize ans et moins) et moins endurcie dans le crime que celle de la prison de réforme. On devrait interner les jeunes pendant une période suffisamment longue pour permettre leur réforme.

En vertu de ces lois, la population de ces établissements doit être répartie selon la confession religieuse, catholiques et protestants se devant alors d'organiser eux-mêmes leurs propres institutions. Du côté catholique, les communautés religieuses sont jugées comme les plus aptes à

Ménard et Véronique Strimelle, « Une politique de l'enfance délinquante et en danger : la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873) », *Crime, histoire & sociétés*, vol. 2, n° 1, 1998, p. 76 ; Sylvie Ménard, *L'institut Saint-Antoine et la problématique de réforme des garçons délinquants au Québec (1873-1909)*, thèse de doctorat en histoire, université du Québec à Montréal, 1998, p. 20-21.

(7) Margaret May a ainsi montré que l'adoption des lois de 1854 et 1857 établissant les "réformatoires" et les écoles industrielles permet aux réformateurs de modifier le statut légal des jeunes en Angleterre : Margaret May, « Innocence and Experience : the Evolution of the Concept of Juvenile

Delinquency in the Mid-Nineteenth Century », *Victorian Studies*, vol. 17, 1973, p. 7-29.

(8) John R. Sutton a démontré ce phénomène pour les États-Unis :

« Social Structure, Institutions and the Legal Status of Children in the United States », *American Review of Sociology*, vol. 88, n° 5, 1983, p. 915-947.

(9) Éric Pierre, « Les établissements, les critiques et les réformes », *in Enfance et justice au XIX^{ème} siècle...*, *op. cit.*, p. 259. Voir aussi Françoise Digneffe et Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, « À propos de l'origine et des transformations des maisons pour jeunes délinquants en Belgique au XIX^{ème} siècle : l'histoire du pénitencier de Saint-Hubert (1840-1890) », *Déviance et société*, vol. 6, n° 2, 1982, p. 131-165.

(10) L'analyse de ces débats a été faite *in* Jean-Marie Fecteau, Sylvie Ménard, Véronique Strimelle et Jean

Trépanier, *op. cit.*, p. 75-91, et *in* Sylvie Ménard, *op. cit.*, p. 32-77.

(11) Loi pour établir des prisons pour jeunes délinquants, pour la meilleure administration des asiles, hôpitaux et prisons publics, et pour mieux construire les prisons communes, S.C. 20 Vict., c. 28.

(12) Loi concernant les écoles de réforme, S.Q. 32 Vict., c. 18. Loi concernant les écoles d'industrie, S.Q. 32 Vict., c. 17.

(13) Voir Sylvie Ménard, « Une politique de l'enfance délinquante : la mise en place de l'école de réforme des garçons de Montréal, 1850-1873 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6,

remplir la tâche de moralisation des jeunes. Le Québec va dans le sens de certaines critiques formulées contre l'enfermement des mineurs (comme celles de Frédéric Demetz, qui fonde la colonie agricole de Mettray en France, ou de Charles Loring Brace, qui fonde la New York Children's Aid Society aux États-Unis), qui considèrent que le privé peut offrir des services plus personnalisés que les institutions publiques gérées par l'État. La politique québécoise de l'enfance délinquante et en danger est d'ailleurs calquée sur le modèle anglais, où l'État délègue la gestion des institutions destinées à la réforme des jeunes au privé.

La lutte menée par Monseigneur Bourget et ses alliés ultramontains du gouvernement pour remplacer l'administration laïque de l'école de réforme pour les garçons par une administration religieuse, révèle par ailleurs que ce sont surtout les problèmes causés par la déviance des garçons qui préoccupent les législateurs.⁽¹³⁾ L'école de réforme et d'industrie pour filles est rapidement mise sur pied en 1870,⁽¹⁴⁾ alors que l'école de réforme pour garçons, l'institut Saint-Antoine, n'ouvre qu'en 1873 à la suite de multiples débats.

Cette expérience québécoise en matière d'institutionnalisation spécialisée pour les garçons délinquants fait l'objet de cet article. Nous décrirons les traitements en vigueur à l'institut Saint-Antoine depuis son ouverture jusqu'à l'adoption de la loi de 1910⁽¹⁵⁾ permettant la création de la cour des jeunes délinquants de Montréal, qui marque un tournant quant à la manière de traiter les mineurs au Québec. Nous pourrions de cette façon voir si l'expérience québécoise s'inscrit dans le courant de

l'époque en matière de traitement de l'enfance délinquante. Nous débiterons par la description des régimes disciplinaire et de formation en vigueur à l'école de réforme, puis nous enchaînerons avec le discours sur la réussite de l'institution.

1. Le régime disciplinaire

L'ouverture de l'institut Saint-Antoine marque une rupture par rapport à l'ancien système d'enfermement des garçons délinquants. La transition de la prison de réforme à l'école de réforme se perçoit notamment par certains changements ayant trait à l'aspect extérieur des institutions. Alors que les établissements de l'Île-aux-Noix et de Saint-Vincent-de-Paul étaient situés à la campagne, l'institut Saint-Antoine se trouve dans l'actuel centre-ville de Montréal, sur la rue Mignonne. L'école de réforme présente au public une image moins sévère que la prison de réforme en raison de l'absence de grillages aux fenêtres, de portes en fer et de murs d'enceinte imposants.

Pour bien faire comprendre à quel point leur gestion est différente de celle de la prison de réforme, les frères insistent pour dire que leur autorité à l'égard des détenus est paternelle. Alors qu'une des principales critiques contre cette dernière institution concernait la discipline trop sévère infligée aux jeunes détenus, les frères tentent de mettre l'accent sur un nouveau mode de discipline qui serait, selon eux, plus affectueux tout en étant ferme :

« La discipline en vigueur à l'école de réforme est tout à fait simple. Quand les jeunes délinquants nous furent confiés, ils furent avertis que notre grand moyen de réforme serait la douceur et la bienveillance, que toutefois, la vigueur serait employée si nous jugions qu'elle fût nécessaire. Depuis nous avons été fidèles à ce programme, nous avons employé les exhortations, les remontrances, nous avons parlé à leurs cœurs, à leur intelligence, nous avons tâché de leur prouver, par tous les moyens, que nous les aimions et que nous ne leur voulions que du bien, enfin nous les avons traités d'une manière tout à fait paternelle. Ils ont compris nos intentions, et la conduite de presque tous nous a répondu que nous avons adopté le bon, sinon

n° 2, 1998, p. 19-29.

(14) Sur l'école de réforme et d'industrie des Sœurs du Bon-Pasteur de Montréal pour les filles, voir Véronique Strimelle, *La gestion de la déviance des filles et les institutions du Bon-Pasteur à Montréal (1869-1912)*, thèse de doctorat en criminologie, université de Montréal, 1998, 268 p.

(15) Loi relative aux jeunes délinquants, S.Q., 1 Geo. V, c. 26. Le droit criminel et la procédure criminelle relevant du gouvernement fédéral, la mise en place des tribunaux pour mineurs dans les provinces ne devient possible qu'avec l'adoption de la loi fédérale de 1908 sur les jeunes délinquants : voir Jean Trépanier et Françoise Tulkens, *Délinquance et protection de la jeunesse. Aux sources des lois belge et canadienne sur l'enfance,*

Montréal, Ottawa et Bruxelles, Les Presses de l'université de Montréal, Les Presses de l'université d'Ottawa et De Boeck Université, 1995, 139 p.

(16) 6ème rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1873, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1874), vol. 7, n° 1, DS 5, p. 91.

(17) 33ème rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1902, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1903), DS 4, p. 160-161.

(18) 7ème rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1874 et 1875, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1875), vol. 9, n° 1, DS 15, p. 51-52.

(19) Pour connaître le régime disciplinaire de

l'unique moyen de réformer ces enfants, dont la plupart sont plus à plaindre que coupables.

Les punitions corporelles sont aujourd'hui une chose du passé pour les délinquants ; jamais nous n'y avons recours. Un jour passé dans l'isolement d'une cellule, suffit pour ramener les plus récalcitrants dans la voie du devoir. »⁽¹⁶⁾

Ce discours est toujours présent trois décennies plus tard, au début du XXème siècle :

« Et parmi ces moyens on doit placer en premier lieu la douceur et la bonté. Ces deux qualités unies à une sage sévérité sont nécessaires dans l'éducation des enfants. La douceur sans sévérité gagne bien des cœurs, mais elle fait perdre l'autorité ; la sévérité sans douceur donne l'autorité, mais ne gagne pas les cœurs : l'une à l'autre gagne les cœurs et conserve l'autorité. »⁽¹⁷⁾

En créant un climat qui s'inspire de celui d'une famille, les frères affirment vouloir favoriser le développement de l'autonomie chez les jeunes, afin qu'ils puissent réintégrer plus facilement la société :

« Nous tenons, avant tout, à faire disparaître autant que possible l'idée de prison, et pour cela, nous donnons à nos élèves la plus grande somme de liberté possible. Quelques-uns abusent de cette condescendance de notre part, mais pour le plus grand nombre elle produit les meilleurs résultats et nous aide grandement à gagner leur affection et à rendre plus facile l'œuvre de moralisation à laquelle nous tendons par-dessus tout. De plus, la vie de famille telle que nous tâchons de la faire prévaloir dans notre établissement, rend moins subite et moins dange-reuse la transition de la vie de la réforme à la vie libre. Un changement trop complet et trop subit, auquel on n'est pas préparé doucement d'avance, est un danger immense surtout pour les jeunes gens. Il faut que dans la réforme ils soient accoutumés peu à peu à se conduire par eux-mêmes, à connaître la valeur de leurs actions, et à se guider plutôt par l'esprit du devoir que par la crainte du châtement. »⁽¹⁸⁾

Le remplacement du régime cellulaire de nuit par un régime en commun représente également une rupture par rapport à l'ancien système. Les jeunes dorment désormais dans des dortoirs au lieu d'être enfermés

dans des cellules pour la nuit, ce qui est vu comme plus conforme à l'idée de traiter les jeunes dans un environnement familial.

Un tel régime – qui se maintient durant toute la période – comporte une surveillance constante des jeunes détenus, ainsi qu'une discipline particulière.⁽¹⁹⁾ Les jeunes sont continuellement tenus occupés, de manière à ne laisser aucune place aux désordres que pourrait causer l'oisiveté. Le silence absolu doit toujours être respecté, sauf durant les récréations. Les seules activités récréatives auxquelles peuvent s'adonner les jeunes sont celles qui ne permettent aucun tête-à-tête, comme les exercices physiques et les jeux de société. La classification entre les grands (qui ont plus de seize ans), les moyens (qui ont quatorze et quinze ans) et les petits (qui ont moins de quatorze ans) s'applique dans tous les endroits de l'établissement. On espère ainsi éloigner les détenus les plus jeunes de la mauvaise influence des plus âgés, que l'on estime plus endurcis dans le crime.

L'idée de tendresse paternelle doit être vue dans la perspective du modèle d'autorité paternelle traditionnel, bienveillant et absolu, selon lequel une discipline sévère encadre les enfants. Si l'enfermement solitaire est banni de l'établissement parce qu'il s'éloigne trop des principes de la vie familiale, il continue d'être utilisé pour ramener les détenus récalcitrants à l'ordre. Il en va de même pour les punitions corporelles, qui continuent parfois d'être appliquées⁽²⁰⁾ malgré le discours officiel et malgré ces consignes de l'archevêque de Montréal, Monseigneur Fabre :

« Je défends également de frapper les enfants et je veux que si un frère se rend coupable de cette faute, il soit immédiatement retiré de son emploi et condamné à n'avoir aucun autre emploi jusqu'à ce que j'aie été informé et que j'aie imposé une pénitence avant qu'il puisse être réintégré. »⁽²¹⁾

On peut ainsi percevoir, à l'institut Saint-Antoine, un écart entre la théorie et la pratique, à l'instar de ce qui s'observe dans des établissements similaires établis ailleurs en Occident.⁽²²⁾ Malgré cette réalité, l'attrait des récompenses est autant – et peut-être même plus – utilisé que la crainte des punitions dans les méthodes disciplinaires de l'école de réforme.⁽²³⁾ Ces récompenses peuvent parfois résider dans de petits détails, comme par exemple celui de permettre aux jeunes qui ont une condui-

l'école de réforme, les règlements n'ont toutefois pas été trouvés dans les sources disponibles, soit les archives des Frères de la Charité et les rapports des inspecteurs des prisons et asiles.

(20) Le rapport de l'enquête de 1893 portant sur l'institut Saint-Antoine est en ce sens révélateur : *Archives des Frères de la Charité, Recettes et dépenses MSA, 1892-1893, dossier C-6, p. 1, 1893.*

(21) *Archives de la Chancellerie de l'Archevêché de Montréal*, dossier 515.103, p. 878.1, 10 avril 1878.

(22) Voir notamment Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Fabienne Alexandre et Véronique Strimelle, *De la prison à l'école. Les pénitenciers pour enfants en Belgique au XIX^e siècle (1840-*

1914), Louvain-la-Neuve, UGA, 1996, 350 p. ; Steven L. Schlossman, *op. cit.*, p. 105-123.

(23) David Garland a bien démontré comment, à cette époque, on a de plus en plus tendance à investir sur la motivation du prisonnier plutôt que sur la crainte des punitions : David Garland, « The Birth of the Welfare Sanction », *British Journal of Law & Society*, vol. 8, n° 1, été 1981, p. 29-45.

(24) *La Presse*, 7 février 1885, p. 3.

(25) 18ème rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1887, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1888), vol. 21, n° 2, DS 9, p. 62.

(26) 28ème rapport des inspecteurs des pri-

sons et asiles pour 1897, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1898), vol. 32, n° 2, DS 9, p. 140.

(27) Un total de 459 personnes figure dans les registres d'écrou de l'institution de Saint-Vincent-de-Paul entre les années 1862 et 1872, et un total de 5.465 personnes figure dans les registres d'écrou de l'institut Saint-Antoine entre les années 1873 et 1909. Les analyses qui suivent ne portent toutefois que sur les détenus, les prévenus ne pouvant être retenus parce qu'ils sont absents de la prison de réforme et parce qu'ils ne sont pas internés à l'école de réforme pour toute la période à l'étude. Les données concernant la première prison de réforme établie à l'Île-aux-Noix ne figurent pas, parce qu'elles ont été brûlées lors d'un incendie.

te irréprochable de s'occuper des cages d'oiseaux ainsi que des aquariums installés dans une des salles de récréation.⁽²⁴⁾ À partir de 1887, un système de loterie est aussi organisé à chaque trimestre afin de récompenser les élèves méritants.⁽²⁵⁾

Les récompenses les plus significatives sont cependant celles qui sont reliées, d'une manière ou d'une autre, à la libération des détenus. Ainsi, un système de rémunération de sortie est prévu dès le premier contrat liant les Frères de la Charité au gouvernement, ainsi que dans les contrats subséquents. Ces primes ne sont toutefois accordées qu'aux jeunes qui travaillent dans les ateliers, à la condition qu'ils se comportent bien en tout temps. Autrement dit, ces derniers ne doivent pas percevoir le montant qu'ils reçoivent comme un salaire mais comme une récompense. C'est ainsi que le directeur de l'institution, le frère Hildouard, explique, dans son rapport pour l'année 1897, comment ce système fonctionne :

« L'argent que les enfants gagnent est capitalisé et leur est remis à leur sortie ; mais s'ils sont d'une mauvaise conduite notoire, ils ne reçoivent rien. J'en fais rapport au gouvernement et l'argent qu'ils ont mérité est partagé par moitié entre la caisse du trésorier provincial et celle de notre établissement. Ceci n'arrive que très rarement et, pour l'année 1897, je n'ai pas dû appliquer cette punition. C'est une mesure qu'on ne peut qu'approuver, parce qu'elle sert à faire comprendre aux enfants que l'argent que nous leur remettons à leur sortie n'est pas un salaire proprement dit, mais plutôt une récompense pour leur bonne conduite. »⁽²⁶⁾

Les frères tentent également de mettre en application un système de remise de peine dès l'ouver-

ture de l'école de réforme. Ce système s'apparente dans une certaine mesure à celui des sentences à durée indéterminée, dont le terme est fixé en fonction du comportement et de l'évolution du détenu. Il permet à ceux qui se démarquent par leur bonne conduite d'être libérés de un à huit mois avant terme. Mais le directeur de l'institution doit se battre continuellement contre le gouvernement pour qu'il cesse d'accorder des libérations aux jeunes sur requête des parents : cette pratique rend impossible la mise en place d'un régime cohérent de libération anticipée pour bonne conduite.

Les données relatives aux conditions de sortie des jeunes détenus, qui sont tirées des registres d'écrou,⁽²⁷⁾ font comprendre les récriminations de la direction de l'école. Elles indiquent une nette augmentation des pardons gouvernementaux à la suite de l'ouverture de l'école de réforme. Alors que 23,1 % des libérations des détenus de la prison de réforme sont dues à des pardons, ce nombre grimpe à 31,7 % pour les détenus de l'école de réforme pour la période qui nous intéresse [cf. *Tableau 1*, p. 94]. La pratique des pardons gouvernementaux semble la plus active durant la période qui suit l'ouverture de l'école de réforme (1873-1881),⁽²⁸⁾ alors que 54,4 % des détenus sortent de l'institution à la suite d'une libération accordée sur requête des parents [cf. *Tableau 2*, p. 95]. Elle va en déclinant par la suite.

Le principe des sentences à durée indéterminée sera défendu à plusieurs reprises par le directeur – qui sera même appuyé par les inspecteurs des prisons et asiles – durant les années 1880 et 1890, ainsi qu'au début des années 1900. Cependant, la législature québécoise ne peut légiférer en cette matière, le droit criminel relevant du parlement fédéral. Le directeur et les inspecteurs accompagnent donc leurs demandes, à partir de l'année 1894, d'une proposition relative à un système de bons points, dont l'adoption pourrait ressortir de la compétence provinciale. Le gouvernement québécois ayant le pouvoir de libérer les détenus par l'entremise du lieutenant-gouverneur, une loi pourrait officialiser le système accordant des remises de peine de un, deux ou trois mois aux enfants qui se distinguent par leur bonne conduite.⁽²⁹⁾ En procédant de cette façon, on espère mettre un terme aux nombreuses libérations accordées sur

(28) Pour cerner l'évolution de la clientèle de l'institut Saint-Antoine et ses conditions de sortie, nous avons retenu quatre périodes : 1873-1881, 1882-1890, 1891-1899 et 1900-1909.

(29) 25^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1894, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1895), vol. 29, n° 2, DS 29, p. 141.

Tableau 1. – Nature de la libération selon l’institution

	Saint-Vincent-de-Paul	Saint-Antoine	Total
Transfert	39	145	184
	21,2%	78,8%	
	8,5%	3,8%	4,3%
Pardon	106	1.217	1.323
	8,0%	92,0%	
	23,1%	31,7%	30,8%
Bons points	–	373	373
		100,0%	
		9,7%	8,7%
Autres	50	110	160
	31,3%	68,8%	
	10,9%	2,9%	3,7%
Acquittés	–	127	127
		100,0%	
		3,3%	3,0%
Non libérés avant terme	264	1.862	2.126
	12,4%	87,6%	
	57,5%	48,6%	49,5%
Total	459	3.834	4.293
	10,7%	89,3%	100,0%

Tableau 2. – Nature de la libération selon les périodes de l'institut Saint-Antoine

	1873-1881	1882-1890	1891-1899	1900-1909	Total
Transfert	22 15,2% 2,3%	54 37,2% 5,5%	17 11,7% 1,9%	52 35,9% 5,3%	145 3,8%
Pardon	529 43,5% 54,2%	304 25,0% 30,7%	166 13,6% 18,9%	218 17,9% 22,0%	1.217 31,7%
Bons points	–	–	2 0,5% 0,2%	371 99,5% 37,5%	373 9,7%
Autres	56 50,9% 5,7%	13 11,8% 1,3%	15 13,6% 1,7%	26 23,6% 2,6%	110 2,9%
Acquittés	–	1 0,8% 0,1%	115 90,6% 13,1%	11 8,7% 1,1%	127 3,3%
Non libérés avant terme	369 19,6% 37,8%	617 33,1% 62,4%	565 30,3% 64,2%	311 16,7% 31,4%	1.862 48,6%
Total	976 25,5%	989 25,8%	880 23,0%	989 25,8%	3.834 100,0%

(30) Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, S.Q., 3 éd. VII, c. 5.

(31) 11^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1880, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1882), vol. 15, n° 2, p. 67-68.

(32) Il faut toutefois attendre jusqu'en 1943 pour que l'enseignement primaire devienne obligatoire au Québec. Cependant, Louis Philippe Audet a bien démontré que le débat entourant la nécessité de rendre l'école obligatoire avait lieu dans la province après la Confédération. En fait, l'Église s'opposait peut-être à

requête des parents et instaurer un régime qui comporte certains des avantages des peines à durée indéterminée.

Les directeurs de l'école de réforme finissent par convaincre le gouvernement de l'efficacité du système des bons points. Celui-ci est en effet officiellement implanté en 1902.⁽³⁰⁾ Le directeur et les inspecteurs dénoncent toutefois le fait que le gouvernement continue d'accorder des libérations sur requête des parents malgré l'officialisation des bons points, ce que confirment nos données [*cf. Tableau 2*]. La période de 1900 à 1909 est témoin de la libération pour bonne conduite de 37,5 % des jeunes, ce qui contribue à réduire de moitié la proportion des peines qui sont purgées en entier (elles passent de 64,2 % pour la période 1891-1909 à 31,4 % pour la période 1900-1899). Mais il n'y a pas pour autant de diminution des pardons : le pourcentage des détenus libérés de l'école de réforme à la suite d'un pardon demeure à peu près stable durant les périodes de 1891-1899 (18,9 %) et de 1900-1909 (22 %). L'implantation du système des bons points qui était réclamée par les directeurs de l'établissement pour contrer l'utilisation jugée abusive des pardons ne donne donc que partiellement les résultats escomptés : ce sont les sentences purgées en entier et non les pardons qui diminuent à la suite de l'implantation de ce système.

Bref, dans l'ensemble, le régime disciplinaire en vigueur à l'école de réforme marque une évolution par rapport à l'ancien système d'enfermement des garçons délinquants. La tendresse paternelle n'exclut toutefois aucunement qu'une discipline stricte et qu'un encadrement constant marquent la vie quotidienne des jeunes détenus, et les nouvelles mesures implantées par les frères s'avèrent parfois difficiles à appliquer.

2. Le régime de formation

La formation offerte aux jeunes détenus ressemble à celle qui est en vigueur dans certains pénitenciers, où on met l'accent sur la moralisation et le travail plutôt que sur la scolarisation.

La formation morale, qui est jugée essentielle pour réformer en profondeur une clientèle de jeunes délinquants, se trouve à la base de la mission éducatrice de l'école de réforme. Le directeur de l'établissement évoque le congrès pénitentiaire de Stockholm dans son rapport pour l'année 1880 :

« [C]'est l'enseignement qui prime sur tous les autres et sans lequel tous les autres seraient de bien peu d'utilité ; c'est l'enseignement de la religion et de la morale. Le Congrès pénitentiaire de Stockholm, que j'ai déjà cité, admet comme base fondamentale de tout système pénitentiaire, la religion, le travail, et l'instruction. Il faut donc donner au jeune criminel ce qui lui a manqué sous ce rapport ; il faut refaire cette éducation manquée. »⁽³¹⁾

Malgré ce discours, il est difficile d'évaluer à quel point la religion imprègne la vie quotidienne des jeunes détenus et oriente les traitements qui sont appliqués dans l'institution. Nous savons néanmoins que les garçons débutent et terminent leur journée par une visite à la chapelle, et que des catéchismes sont faits quotidiennement dans les classes. La religion se trouve également au centre de certaines activités culturelles comme la lecture, la musique et les chants.

L'enseignement scolaire occupe une place limitée dans le programme de formation. Un des principaux objectifs de l'institution étant d'apprendre un métier aux jeunes détenus afin qu'ils puissent gagner leur vie à leur libération, la place allouée à la formation scolaire est à peu près la même que celle de la prison de réforme, où les détenus ne fréquentaient l'école qu'une heure ou deux par jour, alors qu'ils passaient le reste de la journée à travailler. On peut malgré tout percevoir une certaine évolution à la suite de l'ouverture de l'école de réforme, puisque les détenus de moins de quatorze ans fréquentent dorénavant l'école toute la journée plutôt que de travailler. Ce changement s'explique vraisemblablement par le fait que le principe de l'école obligatoire de niveau primaire s'impose de plus en plus dans les mentalités des sociétés occidentales de l'époque.⁽³²⁾ L'ajout, vers la fin du XIX^{ème} siècle, d'une heure de classe le soir pour les détenus en âge de travailler est également lié à cette évolution.⁽³³⁾

Comme au pénitencier ou à la prison de réforme, seuls les éléments de base d'une éducation primaire sont enseignés à l'institut Saint-Antoine jusqu'au début du XX^{ème} siècle. Les « différentes branches d'instruction nécessaires aux artisans » y sont parcourues, comme l'expliquent les directeurs de l'institution dans leur premier rapport.⁽³⁴⁾ Ils ajoutent que ceux qui vont en classe toute la journée apprennent les mêmes matières que

l'école obligatoire parce qu'elle savait qu'elle n'aurait alors pas les moyens de prendre en charge le réseau scolaire. Louis-Phillipe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec. 1840-1971*, t. 2, Montréal/ Toronto, Holt, Richard & Winston, 1971, 496 p.

(33) Voir notamment *La Presse*, 26 novembre 1892, p. 8.

(34) Rapport des directeurs de l'institut Saint-Antoine dans le 6^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1873, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1874), vol. 7, n^o 1, DS 5, p. 90.

(35) *Ibid.*

(36) Peter C. Holloran, *Boston's Wayward Children : Social Services for Homeless Children. 1830-1930*, Boston, Northeastern University Press, 1994, p. 266.

(37) 7^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1874 et 1875, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1875), vol. 9, n° 1, DS 15, p. 54.

celles que l'on enseigne dans les autres écoles primaires : lecture, écriture, grammaire, histoire, géographie, arithmétique, catéchisme.⁽³⁵⁾

Il est difficile d'évaluer dans quelle proportion ces cours sont dispensés aux détenus plus âgés, les sources étant muettes à ce sujet. Ces derniers passent la majeure partie de leur temps à apprendre un métier dans les ateliers de l'institution. Ces métiers diffèrent toutefois de ce qui était prévu dans le premier contrat liant le gouvernement aux Frères de la Charité. La troisième clause de ce contrat stipulait que l'institution devait déménager à la campagne afin que les jeunes détenus puissent y apprendre à pratiquer l'agriculture. La solution agricole était alors souvent considérée comme le meilleur moyen d'éloigner les délinquants des tentations de la ville. Les frères réussirent à convaincre le gouvernement de changer cette clause, soutenant que l'enseignement des métiers urbains est mieux adapté à la clientèle de leur école, qui provient majoritairement des villes (principalement de Montréal, qui est à l'époque la métropole du Canada). Les frères suivent ainsi la tendance des autorités catholiques qui semblent avoir été réticentes à l'idéologie "agriculteuriste" des *child savers* protestants.⁽³⁶⁾ L'objectif d'insertion sociale des jeunes détenus est décrit dans ce rapport du directeur pour l'année 1874 :

« Je dois dire ici qu'un des bons résultats de l'enseignement qui se donne à notre école sera de donner au pays un grand nombre de bons ouvriers. La plupart des enfants appartenant à la classe la plus pauvre n'auraient jamais pu, sans l'école de réforme, avoir les moyens d'apprendre des métiers, et auraient, par conséquent, été condamnés à demeurer toute leur vie dans les positions les plus infimes de la société. Le pays, par conséquent, y gagnera non seulement sous le rapport de la moralité, mais encore sous le rapport industriel, en voyant chaque année sortir de la réforme 40 ou 50 jeunes gens en état de prendre place parmi les industriels, classe d'hommes dont le pays a si grand besoin. »⁽³⁷⁾

Une des principales vocations de l'école de réforme est donc de fournir au monde industriel la main-d'œuvre dont il a besoin. La plupart des jeunes détenus fréquentent les divers ateliers de l'établissement, où un contremaître doit leur apprendre le métier de leur choix. Les pertes encourues par les ateliers, ainsi que la crise commerciale de 1873, vont

toutefois entraîner les frères à repenser leur manière d'enseigner les métiers dès l'année suivant l'ouverture de l'institution. Vu les coûts liés au système des contremaîtres, ils décident de se départir d'un bon nombre de leurs ateliers en les louant à des entrepreneurs. La qualité de l'enseignement donné dans ces ateliers diminue, les entrepreneurs étant d'abord intéressés par leur profit.⁽³⁸⁾

Les ateliers varient également selon les époques, puisqu'ils font concurrence au marché industriel. C'est ainsi que certains ateliers ferment lorsque la conjoncture commerciale est mauvaise et que d'autres ouvrent lorsque cette situation s'améliore. Le nombre d'élèves admis dans l'institution influence également ces mouvements : certains ateliers ferment en effet leurs portes lorsque l'école de réforme ne peut pas garantir la quantité de main-d'œuvre suffisante pour leur bonne marche. Le souci de la rentabilité prévaut donc sur la qualité de l'enseignement des métiers.

En fait, il semble que les frères réussissent à attirer les manufacturiers dans leur institution en leur offrant des conditions de production avantageuses. Les ateliers sont déjà pourvus des équipements nécessaires à leur bon fonctionnement et les jeunes détenus fournissent une main-d'œuvre bon marché. Les ouvriers extérieurs à l'école se plaignent d'ailleurs régulièrement de la concurrence déloyale que leur livre la main-d'œuvre de l'école de réforme. Les conditions de production offertes aux manufacturiers installés à l'institut Saint-Antoine sont, pour leur part, régulièrement dénoncées par les confrères de ces derniers, surtout dans les temps de crise commerciale. Patrons et ouvriers s'entendent ainsi pour lutter contre la concurrence que leur livre l'école de réforme, dénonçant le fait que les élèves n'y apprennent qu'une partie de métier. Ces plaintes aboutiront à une enquête gouvernementale portant sur la formation offerte par l'école de réforme en 1893. Les résultats de cette commission d'enquête donneront raison aux frères et réhabiliteront leur crédibilité. Certains plaignants refuseront d'y comparaître en raison du parti pris qui, selon eux, animerait ses membres.⁽³⁹⁾

Il reste que l'école de réforme connaît, avec cette enquête, sa pire crise depuis son ouverture. Si l'événement n'entraîne pas de modification au système d'internement des garçons délinquants, celui-ci est néanmoins

(38) Lettre du directeur de l'institut Saint-Antoine au Premier ministre : *Archives des Frères de la Charité*, Petit cahier marbré, dossier C-9, 1A, p. 47-48, 9 mars 1875 ; lettre du directeur de l'institut Saint-Antoine au secrétaire provincial, *ibid.*, p. 49-50, 14 mars 1875.

(39) Voir *La Presse*, 15 mai 1893, p. 3, et *La Presse*, 5 juillet 1893, p. 6.

(40) Loi amendant la loi relative aux écoles de réforme, S.Q., 55-56 Vict., c. 27. Le gouvernement payait auparavant la totalité de cette somme.

(41) Rapport des directeurs de l'institut Saint-Antoine dans le 6ème rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1873, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1874), vol. 7, n° 1, DS 5, p. 93.

sérieusement remis en question. On doit toutefois attribuer cette remise en question d'abord au monde manufacturier. S'il s'interroge à la suite des accusations qui sont portées par ce dernier, le gouvernement ne semble pas désirer pousser son enquête trop loin. En fait, il est surtout préoccupé par la manière dont ses subventions sont dépensées. Déjà, la loi de 1892, en obligeant la corporation municipale où résident les parents à défrayer les trois quarts des frais de garde et d'entretien des enfants,⁽⁴⁰⁾ indiquait que le gouvernement trouvait le système d'institutionnalisation des mineurs trop coûteux et voulait réduire le financement qu'il y apportait. Avec l'enquête de 1893, le gouvernement pousse un peu plus loin ses interrogations à propos du coût et de l'efficacité de ce système. Les résultats de l'enquête l'incitent à ne pas modifier son approche face au contrôle de la délinquance des garçons.

3. Le discours sur la réussite de l'école de réforme

Il est difficile d'évaluer la réussite de l'école de réforme en fonction de ce qui arrivait aux jeunes à leur sortie de l'institution. Les seuls renseignements à ce sujet nous viennent presque exclusivement des frères, qui ont intérêt à démontrer l'efficacité de leur institution. Leurs discours nous éclairent néanmoins sur la manière dont ils s'y prennent pour justifier leur existence.

Les frères traitent la plupart du temps des questions relatives aux récidives et à l'intégration des jeunes au marché du travail. Lors des deux premières années d'existence de l'école de réforme, les frères doivent prouver leur capacité à s'occuper des jeunes délinquants. Ils font donc un bilan positif mais prudent des résultats obtenus. Dans son premier rapport, le directeur de l'institution écrit :

« Nous avons eu le plaisir de constater que sur les 42 libérés pendant l'année, pas un seul cas de récidive n'est venu à notre connaissance. Nous avons entendu parler d'un seul qui ait été condamné de nouveau, mais il n'avait été que huit jours sous nos soins : son temps expirait quelques jours après le transfert de la prison de réforme. Mais cela ne veut pas dire qu'ils persévéreront tous, à l'avenir. »⁽⁴¹⁾

Les frères veulent montrer qu'ils suivent leurs ex-pensionnaires. Dans

leur rapport pour l'année suivante, ils mentionnent qu'ils projettent d'organiser de « petites fêtes de famille » pour ces derniers. De cette manière, ils pourront donner à ceux qui se trouvent réunis « les conseils et les encouragements dont ils pourront avoir besoin ». ⁽⁴²⁾ La direction de l'école de réforme doit néanmoins justifier des cas de récidive dès la seconde année d'existence de l'institution. Le directeur de l'établissement écrit alors un rapport de six pages sur les causes de la récidive et sur la manière de l'éviter :

« Les causes de la récidive sont multiples. Elles peuvent se trouver dans la législation, qui est défectueuse ou incomplète, dans le manque de protection accordée aux détenus libérés, et dans les dangers souvent insurmontables auxquels ils se trouvent forcément exposés après leur libération ; dans le manque de surveillance de la part de ceux qui sont chargés de diriger les jeunes détenus libérés, ou dans les causes de rechute qu'ils trouveront au sein même des familles où ils doivent rentrer après leur libération ; dans la difficulté qu'éprouvent ces enfants à rentrer dans une société qui les repousse et leur refuse les moyens de gagner honnêtement leur vie, lors même qu'ils en ont le désir et la volonté. Enfin dans l'insuffisance du régime moralisateur auquel ils auront été soumis pendant leur détention. » ⁽⁴³⁾

Les causes de la récidive leur apparaissent donc largement liées aux difficultés que rencontrent les jeunes dans leur réinsertion sociale. C'est pourquoi ils proposent que des sociétés de patronage prennent en charge les jeunes à leur libération :

« Condamnés à deux ou trois ans de réclusion parce qu'ils n'ont personne pour prendre soin de leur éducation, ou pour les enlever d'un milieu où ils seraient certains de trouver la ruine, ils doivent après leur libération retomber forcément dans le même milieu, exposés aux mêmes dangers et aux mêmes séductions. Beaucoup de ces enfants sont orphelins, d'autres enfin appartiennent à des familles au sein desquelles ils iront infailliblement perdre le fruit de l'éducation qu'on se sera efforcé de leur donner pendant leur séjour dans la maison de réforme. [...] Donc, ce qui manque pour compléter et rendre efficace l'œuvre de la réforme, ce sont, ce qu'on appelle, des sociétés de patronage pour les

(42) Rapport du directeur de l'institut Saint-Antoine, le frère Eusèbe, dans le 7^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1874 et 1875, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1875), vol. 9, n° 1, DS 15, p. 51.

(43) Rapport du directeur de l'institut Saint-Antoine, le frère Justinien, dans le 11^{ème} rapport des inspecteurs des prisons et asiles pour 1880, *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, (1882), vol. 15, n° 2, p. 63.

(44) *Ibid.*, p. 64.

(45) *Archives des Frères de la Charité*, Recettes et dépenses MSA, 1892-1893, dossier C-6, p. 1.

délinquants libérés. Ces sociétés, d'après tous ceux qui se sont occupés de la réforme des criminels, sont le complément indispensable de toute institution pénale. »⁽⁴⁴⁾

Aucune loi ne viendra appuyer cette demande de mettre sur pied des sociétés de patronage. De plus, les archives ne révèlent l'existence d'aucune société de patronage québécoise qui prendrait officiellement en charge les jeunes détenus libérés. Pourtant, le discours des frères concorde avec celui qui a cours dans d'autres pays. Cette proposition de mettre sur pied des sociétés de patronage tire d'ailleurs son origine du congrès pénitentiaire de Stockholm de 1878. Les gestionnaires d'institutions doivent ainsi se justifier de plus en plus devant les critiques qui les visent et proposer des solutions. Les critiques continuent néanmoins de s'accroître au fur et à mesure que l'on approche de la fin du XIX^e siècle.

Au Québec, l'opposition au système d'enfermement des garçons délinquants atteint son point culminant avec l'enquête de 1893. Le document produit par les frères pour répondre aux accusations formulées au cours de l'enquête est le seul qui nous renseigne sur le genre de travail que peuvent trouver les détenus à leur libération. D'après ce document, certains ex-détenus travailleraient dans des ateliers appartenant aux propriétaires des ateliers de l'école de réforme. Le document mentionne que « 6 selliers, 7 voituriers (5 par le passé), 57 tailleurs de cuir et 7 ferblantiers » auraient ainsi réussi à se placer. Les tailleurs de cuir gagneraient « au moins trois *piastres* par semaine », et un des ferblantiers gagnerait « dix-sept *piastres* par semaine ».⁽⁴⁵⁾

Les archives ne permettent pas de mieux évaluer ce qui arrivait aux jeunes détenus de l'institut Saint-Antoine après leur libération. Elles indiquent néanmoins que les frères ont dû justifier la réussite de l'école de réforme en ce qui concerne la réinsertion sociale de leurs pensionnaires.

Bref, l'objectif visé par les frères est de préparer les jeunes à la vie en société en faisant d'eux de bons citoyens productifs et autonomes. Ils tentent d'y parvenir en pratiquant un régime qui met l'accent sur l'importance d'une éducation primaire pour les plus jeunes garçons et de l'apprentissage d'un métier pour les plus âgés, régime où la discipline alliant la tendresse paternelle et la fermeté s'avère être un élément clé.

Conclusion

L'établissement de l'institut Saint-Antoine marque une évolution en ce qui concerne l'enfermement des garçons délinquants du Québec. Lors de son ouverture, l'école de réforme gérée par les Frères de la Charité présente l'image d'une institution moins rigide que l'ancienne prison de réforme. L'absence de barreaux aux fenêtres, le remplacement d'un régime cellulaire par un régime de vie en commun, ainsi que le système disciplinaire récompensant les bons comportements contribuent à donner cette image de l'école de réforme. L'institut Saint-Antoine répond ainsi aux critères des nouvelles institutions d'enfermement pour mineurs qui ouvrent alors leurs portes dans d'autres sociétés occidentales. Lorsqu'ils affirment qu'ils pratiquent un régime paternel envers leurs jeunes détenus, les frères tentent de faire disparaître l'idée que leur institution est une prison pour jeunes. La nouvelle tendance des institutions pour mineurs est plutôt de servir de foyer de remplacement pour ces derniers.

Le Québec s'inscrit donc dans le courant de l'époque en matière de traitement de l'enfance délinquante et en danger. On pourrait néanmoins avancer que le fait d'avoir choisi des religieux pour gérer les écoles de réforme et d'industrie indique que le gouvernement québécois n'a pas pris ses responsabilités en cette matière. Or, nous avons mentionné que, à l'époque où le gouvernement vote les lois de 1869 établissant ces institutions, des réformateurs américains ou anglais s'élevaient déjà contre la présence croissante de l'État dans les traitements relatifs aux jeunes. Ces réformateurs estimaient que la philanthropie privée était susceptible de traiter ces derniers de manière plus humaine. D'ailleurs, la politique québécoise de l'enfance délinquante et en danger est calquée sur le modèle anglais, où l'État délègue de plus en plus la gestion des institutions destinées à la réforme des jeunes au privé.

Il pourrait également être affirmé que les Frères de la Charité ne gèrent pas leur école de réforme conformément aux nouvelles normes qui s'imposent alors de plus en plus dans les institutions d'enfermement pour mineurs. Par exemple, ils refusent d'aller s'installer à la campagne, et ce malgré le fait que leur installation dans des *cottages* se prêterait mieux au régime paternel qu'ils disent vouloir appliquer à leurs pensionnaires. De

(46) David J. Rothman, *Conscience and Convenience : The Asylum and its Alternatives in Progressive America*, Boston, Little, Brown & Co., 1980, 464 p.

(47) David J. Rothman a ainsi montré que la plupart des institutions servant à interner les déviants, qu'il s'agisse des asiles, des prisons ou des écoles de réforme pour jeunes délinquants, doivent adopter ces traitements afin de répondre aux critiques qui les concernent. *Ibid.*

(48) Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, article 9, S.Q., 3 éd. VII. C. 5.

plus, ils ont parfois recours aux punitions corporelles, allant ainsi à l'encontre des recommandations de l'archevêque de Montréal. Enfin, la condition financière dans laquelle doit opérer la communauté religieuse l'entraîne à se préoccuper de la rentabilité des ateliers, ce qui peut se faire parfois au détriment de la qualité de l'enseignement des métiers. Cependant, nous avons mentionné que les catholiques d'autres sociétés étaient moins enclins que les protestants à aller s'installer à la campagne. De plus, d'autres travaux portant sur le fonctionnement d'institutions pour jeunes délinquants installées ailleurs en Occident relèvent aussi un écart entre le discours et la pratique. C'est d'ailleurs le constat principal de David J. Rothman dans *Conscience and Convenience*.⁽⁴⁶⁾ Ainsi, le régime paternel est toujours mis en avant par les réformateurs, mais les auteurs ayant étudié le fonctionnement d'autres institutions d'enfermement pour mineurs relèvent presque tous l'application de punitions corporelles envers les détenus. Il en va de même pour les objectifs de réforme prônés par les responsables des institutions, objectifs qui, dans les faits, s'effacent devant le souci de la rentabilité.

Les frères semblent également au courant des critiques émises contre l'institutionnalisation des mineurs, puisqu'ils adaptent certaines de leurs pratiques aux nouveaux discours sur la réforme.⁽⁴⁷⁾ L'instauration du système des bons points, qui s'apparente à celui des sentences à durée indéterminée mis en vigueur dans d'autres institutions d'enfermement, constitue en ce sens un exemple intéressant. Ce système n'est toutefois officialisé par une loi qu'en 1903,⁽⁴⁸⁾ alors que les frères le réclament depuis l'ouverture de leur institution, tout en reprochant au gouvernement de miner leur autorité auprès des jeunes détenus en accordant trop de libérations sur requête des parents. Ils réclament également la mise sur pied de sociétés de patronage dès les années 1880, comme on en implante dans d'autres pays. De telles sociétés ne verront toutefois jamais le jour au Québec, malgré les demandes répétées de la direction de l'institut Saint-Antoine.

Les législateurs québécois ne suivent ainsi que très lentement la tendance à recourir à d'autres mesures que l'institutionnalisation pour redresser l'enfance délinquante. Les lois de 1869 établissant les écoles de réforme et d'industrie s'inscrivent dans la logique d'investissement gra-

duel de l'État dans le lien parental, mais, en même temps, les législateurs québécois confinent cet investissement dans des balises étroites. Contrairement à la tendance de certains États américains et de l'Ontario, ils évitent de déléguer ce pouvoir à des organismes charitables de placement d'enfants : c'est dans les strictes limites institutionnelles des écoles de réforme et d'industrie que s'exercera, sous la surveillance des inspecteurs de prisons et d'asiles, ce pouvoir.⁽⁴⁹⁾ En évitant d'adopter des mesures qui permettent à l'État d'intervenir plus directement auprès des parents, ils choisissent de ne pas trop toucher au caractère sacré du lien familial. La remarquable hausse des pardons qui s'observe à la suite de l'ouverture de l'institution est peut-être attribuable à cette tendance.

De plus, contrairement à ce qui se passe en Ontario, il n'existe pas au Québec de mouvement remettant en question l'efficacité de l'institutionnalisation pour réformer les mineurs.⁽⁵⁰⁾ L'enquête de 1893 se fait plutôt à la suite de plaintes provenant du monde manufacturier, qui craint la concurrence que lui livre la main-d'œuvre de l'école de réforme. Le gouvernement québécois ne désire toutefois pas pousser ses conclusions trop loin. Seule la question du coût de fonctionnement de l'établissement semble le préoccuper.

Le gouvernement québécois finira tout de même par suivre la tendance qui s'observe dans d'autres sociétés occidentales au tournant des XIX^e et XX^e siècles, en adoptant, en 1910, une loi permettant la mise en place d'un tribunal pour mineurs à Montréal. Le placement institutionnel ne lui semble plus suffisant pour faire face aux nouveaux besoins de l'intervention sociale. Il recourt ainsi à une loi lui donnant des outils pour s'immiscer dans la famille et contre le pouvoir parental.

(49) À ce sujet, voir également Jean-Marie Fecteau, Sylvie Ménard, Véronique Strimelle et Jean Trépanier, *op. cit.*, p. 106-107, et Sylvie Ménard, *op. cit.*, p. 280.

(50) En Ontario, le journaliste J. J. Kelso est nommé, en 1893, le premier surintendant des enfants négligés, après avoir mené un mouvement luttant féroce contre le placement institutionnel, lui préférant le placement familial. Sur Kelso, voir Andrew Jones et Leonard Rutman, *In the Children's Aid : J. J. Kelso and Child Welfare in Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, 210 p.